Les associations de parents d'élèves en France : approche socio-historique et mutations idéologiques

French associations of parents: a socio-historical approach and ideological changes

Las asociaciones de padres de alumnos en Francia : Enfoque socio-histórico y cambios ideológicos

Die Elternvereine in Frankreich: sozio-historische Vorgehensweise und ideologische Verwandlungen

Philippe Gombert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/780>

DOI : 10.4000/rfp.780

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 59-66

ISBN : 978-2-7342-1118-1

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Philippe Gombert, « Les associations de parents d'élèves en France : approche socio-historique et mutations idéologiques », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 162 | janvier-mars 2008, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/780> ; DOI : 10.4000/rfp.780

Les associations de parents d'élèves en France : approche socio-historique et mutations idéologiques

Philippe Gombert

Depuis une vingtaine d'années, on observe une inflation croissante des termes utilisés pour décrire l'attitude des parents face à l'école. Consommateurs d'école, démissionnaires, irresponsables, etc. Outre l'intérêt que suscite aujourd'hui la question des parents d'élèves, cette surenchère rhétorique traduit bien la difficulté à penser et interpréter la relation entre les familles et l'école. Plus précisément peut-on supposer que cette confusion s'explique en partie par l'originalité du cas français. À cet égard, il est significatif que les comportements « stratégiques » des parents d'élèves suscitent autant de désapprobation, voire de condamnation, dans un pays où ils occupent une place marginale dans le système scolaire comparé à d'autres contextes nationaux (États-Unis, Grande-Bretagne). Il faudra en effet attendre la fin des années soixante pour que les parents obtiennent une reconnaissance officielle de leur représentation dans les collèges et lycées. S'il est ainsi difficile d'analyser les liens entre les familles et l'école en France, c'est qu'il existe un ensemble de particularités historiques qui a durablement rendu cette situation problématique, voire improbable. Or, nous nous trouvons aujourd'hui dans une configuration différente dans la mesure où l'on assiste à un mouvement inverse et inédit. Autrefois tenus à l'écart de l'institution scolaire, les parents sont aujourd'hui unanimement reconnus comme des « partenaires » (loi d'orientation de 1989). C'est dans ce contexte qu'il paraît opportun de questionner l'évolution des associations de parents d'élèves en France. Cet article se propose de retracer les différentes étapes de l'émergence de ce champ de l'action collective à travers une approche socio-historique (1).

Descripteurs (TEE) : association de parents, France, idéologie, sociologie, historique.

INTRODUCTION

Les associations de parents d'élèves constituent un objet d'étude qui, d'une façon générale, n'a guère suscité l'intérêt des chercheurs jusqu'à présent. Parmi les tentatives d'apporter un éclairage

global sur cette question, on retiendra les travaux de Martine Barthélémy, qui portent sur l'évolution des formes de participation politique. Dans plusieurs articles et un ouvrage, elle souligne la dimension stratégique de ce champ de l'action collective situé au croisement entre la famille, l'école et la société (Barthélémy, 1995, 2000). D'autres recherches sur les

modes de régulation des politiques éducatives ont mis en évidence le rôle que jouent ces associations dans les stratégies scolaires des parents (Gombert & van Zanten, 2004) ainsi que la difficulté à rassembler ces derniers autour d'une « cause commune » (Dutercoq, 1993). Dans un registre qui relève d'une approche historique, on notera les travaux de S. Honoré et de M. Vernus. Le premier a réalisé une thèse de doctorat (Honoré, 1985) sur le mouvement des parents d'élèves depuis ses origines jusqu'au début des années quatre vingt. Le second a retracé quarante ans d'histoire de la fédération des conseils de parents d'élèves (Vernus, 1987). En dépit de ces contributions, il reste que peu d'auteurs ont travaillé sur le lien entre ce champ de l'action collective et les transformations générales de la société. Pourtant, le développement des associations de parents d'élèves reflète des mutations profondes de la vie sociale : « Parce que l'école est en France un enjeu central et l'objet d'un investissement politique, les formes d'intervention des parents d'élèves dans l'espace public portent les marques de l'évolution générale des idées et des comportements dans la société » (Barthélémy, 2000). Des victoires remportées par les organisations laïques dans l'après-guerre à la crise du militantisme à partir de la fin des années soixante dix, les transformations du mouvement des parents d'élèves reflètent des changements essentiels sur un plan idéologique et politique.

L'ÉTAT ÉDUCATEUR : LES PARENTS TENUS À L'ÉCART DE L'INSTITUTION SCOLAIRE

Issu de la philosophie des Lumières et de la Révolution française, l'État éducateur renvoie au développement d'une logique politico-institutionnelle à travers une administration centrale et une lutte contre les particularismes locaux. L'action de l'État est morale et politique dans la mesure où il s'agit avant tout de réaliser l'intégration des citoyens à travers l'apprentissage de règles communes. La notion de « programme institutionnel » (Dubet, 2003) apparaît de ce point de vue éclairante. Elle désigne un type particulier de relation entre les acteurs et la société, qui fonctionne sur le mode de la conversion et où il existe une forte croyance, au moins sur un plan idéal-typique, dans les rôles sociaux, c'est-à-dire une adhésion aux causes et aux objectifs défendus par les institutions. Ces éléments sont à mettre en relation avec les caractéristiques du modèle organisationnel politique en France, qui se traduit par une

absence quasi-totale des usagers dans l'élaboration et l'application des décisions au sein d'un État se concevant comme le représentant incontestable de l'intérêt général. Or le secteur de l'éducation apparaît particulièrement représentatif de ce modèle (van Zanten, 2004) parce qu'il repose sur une alliance historique entre l'État et les enseignants, représentés par les syndicats. Cette configuration éducative offre une marge de manœuvre limitée aux parents. Les familles, avec leurs cortèges de croyances et de traditions, ont longtemps représenté une menace potentielle face au projet de l'État éducateur. Représentantes de la société civile, elles sont suspectées de porter atteinte à l'ambition de créer un nouveau type de société en opposition à toute référence religieuse. Les finalités familiales apparaissent dès lors clairement en concurrence avec les finalités étatiques (Henriot-van Zanten & Migeot-Alvarado, 1992). En conséquence, c'est au moment où les familles semblent exclues de l'institution scolaire que vont apparaître les premières associations de parents d'élèves. Des formes de résistance vont ainsi se mettre en place et s'organiser afin de s'opposer au monopole qu'entend détenir l'État dans la définition et l'orientation des politiques éducatives.

Plus ancienne fédération de parents d'élèves (1910), la PEEP (Parents d'élèves de l'école publique) a été créée par des familles bourgeoises parisiennes particulièrement préoccupées par l'éducation de leurs enfants au moment où l'école républicaine tend à éloigner les parents de son fonctionnement. Les principales idées de la PEEP peuvent se résumer à travers quelques notions essentielles. La primauté de la famille, l'indépendance politique et la défense d'une vision élitiste de l'enseignement, constituent au moins historiquement les traits dominants de cette fédération. La défense de la place des familles dans l'acte éducatif apparaît comme l'idée centrale de cette fédération. Cette primauté renvoie à l'hostilité que suscite chez les familles bourgeoises la prétention de l'État à détenir le monopole de l'éducation. Née à la suite de la mobilisation de médecins et de notables, la PEEP affiche généralement une certaine méfiance à l'égard des valeurs de la fonction publique. Elle revendique par ailleurs une distance marquée par rapport aux organisations politiques. Cet « apolitisme » affiché résiste cependant difficilement à la permanence des liens qui historiquement relient cette fédération aux partis de droite. Cette option politique se traduit par une éthique de classe où prédomine la recherche du consensus, la cordialité des échanges et où à l'inverse l'affrontement verbal et les conflits ouverts suscitent l'irritation et la désapprobation.

Créée en 1933, l'Union nationale des associations de parents d'élèves des écoles libres (UNAPEL) se mobilise véritablement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, alors que les subventions accordées à l'école privée par le gouvernement de Vichy sont supprimées. À partir de 1945, les associations des parents d'élèves de l'école libre lancent une vaste campagne en faveur de l'enseignement privé. Dès lors, au nom du droit des parents à éduquer leurs enfants et du pluralisme, ses partisans n'auront de cesse de manifester leur volonté d'une prise en charge financière par l'État de leurs établissements. Historiquement, le vote de la loi Debré (1959) marque une étape importante dans l'action menée par les parents d'élèves de l'enseignement catholique. Pour la première fois en effet, l'État offre aux écoles privées la possibilité d'obtenir des subventions publiques à condition que ces établissements répondent à un « besoin scolaire reconnu ». L'ambiguïté de cette notion va contribuer à cristalliser les oppositions entre les défenseurs intransigeants de la laïcité et les représentants des parents d'élèves de l'Église catholique (Vernus, 1987). Sous la IV^e République, l'UNAPEL constituera un groupe de pression efficace et agira sous la V^e république au sein de l'appareil d'État (Tanguy, 1972), se montrant particulièrement active lors de chaque campagne électorale. La formule de François Mitterrand « les fonds publics aux écoles publiques, les fonds privés aux écoles privées » sera vivement critiquée et dénoncée par l'UNAPEL.

La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) est née en 1947, au moment où se radicalisent les tensions entre l'enseignement public et l'enseignement privé. Les stratégies déployées par les associations de parents d'élèves de l'enseignement libre afin d'obtenir des financements publics, conduisent le Syndicat national des instituteurs (SNI) et la Ligue de l'enseignement à sensibiliser les parents à la cause laïque. Au lendemain de la guerre, en 1946, sont ainsi créés les premiers conseils de vigilance de parents d'élèves. Le terme de vigilance, jugé trop radical, fera l'objet de vives critiques et sera considéré comme un repoussoir pour de nombreux parents. C'est dans ce contexte qu'on assiste à la création de la FCPE dont l'initiative revient au SNI. Créée pour défendre la laïcité, la fédération est, dès ses origines, étroitement associée aux mouvements syndicaux enseignants. Longtemps, ses principaux acteurs cumulent des responsabilités au sein du SNI et de la FCPE. Cette dernière est de tous les combats laïques et se prononce très tôt pour la nationalisation de l'enseignement (congrès de mai 1951). Cette mobilisation ren- contre un succès important, ce qui permet à la FCPE

d'enregistrer de fortes hausses de ses effectifs. De 204 532 adhérents en 1951, elle passe en 1960 à 752 132 adhérents avant d'atteindre son apogée en 1971 avec 1,2 millions d'adhérents. La position de la FCPE se durcit progressivement à mesure que les gouvernements en place ne satisfont pas à leurs exigences. Les années soixante dix marquent le début d'une période d'opposition systématique de la FCPE aux décisions prises par la majorité politique. Ces relations illustrent un certain état du rapport entre les familles et l'école, marqué par les liens étroits avec les syndicats et les partis politiques. Le développement de la FCPE ne peut ainsi se comprendre qu'à travers un système de représentation politique où la question éducative apparaît comme un prolongement des luttes idéologiques.

Cette étape est caractérisée par l'existence de références politiques et religieuses qui possèdent une dimension transcendante, dans la mesure où ces valeurs exercent une influence profonde sur le sens que les acteurs donnent à leurs actes. Le contexte de l'après-guerre est traversé par des luttes sociales qui constituent la toile de fond du développement du mouvement des parents d'élèves. Ce développement ne peut se comprendre indépendamment des oppositions entre l'école privée et l'école publique. En outre, les premières fédérations incarnent un mode de fonctionnement bureaucratique dans lequel il existe des liens étroits entre les partis politiques, les syndicats et les organisations de parents d'élèves. Ce type de fonctionnement est illustré à travers la figure du militant de la FCPE, dont l'adhésion au projet laïque implique un engagement durable pour l'acteur. Dans cette perspective, les membres des associations de parents d'élèves développent une morale du devoir fondée sur un esprit de sacrifice envers des causes collectives. Cette configuration éducative, qui s'étend des débuts de la troisième République au milieu du xx^e siècle, laisse finalement peu de place aux initiatives des parents d'élèves. Ces derniers, selon leurs options idéologiques et religieuses, commencent toutefois à s'organiser et l'on observe la création des premières associations. La PEEP et l'UNAPEL s'affirment comme des tentatives pour résister à l'emprise de l'État éducateur, qui tend à exclure systématiquement les parents du fonctionnement du système scolaire. C'est en partie sur la base de cette tension que vont se développer les premières associations de parents d'élèves. Cette évolution va cependant prendre un sens nouveau à partir des années cinquante, au moment où l'on assiste à l'essor de groupes sociaux intermédiaires dont les comportements et les valeurs vont progressivement s'imposer dans de nombreux

secteurs de la société. Professions liées aux secteurs de l'éducation, de la santé et du social, une nébuleuse de catégories sociales favorables au libéralisme culturel apparaît sur la scène associative et politique (Bidou, 1984). Ces changements s'accompagnent d'une redéfinition de la place des parents à l'école et d'une première reconnaissance de leur rôle dans les affaires scolaires.

Dès 1968, les parents d'élèves entrent dans les conseils d'administration des lycées et collèges. En 1975, ils sont représentés dans les conseils d'école. Toutefois, cette introduction des parents dans les conseils n'est pas seulement une réponse à leur demande. C'est aussi le résultat de changements structurels et d'une conjoncture précise. Jusqu'en 1930, l'enseignement secondaire est payant, il repose largement sur des financements locaux et les établissements sont généralement de petite taille. Dans ce contexte, les familles n'ont pas besoin d'être représentées pour peser. Leurs points de vue sont relayés par les municipalités, par les associations d'anciens élèves, et surtout, le proviseur ou le principal a généralement une relation avec les parents (on vient présenter son fils au proviseur quand on l'inscrit), et il est très attentif à les satisfaire car perdre des effectifs serait très mauvais pour sa carrière. La généralisation de la gratuité et l'augmentation des effectifs changent considérablement la situation : pour compter, alors qu'ils ne sont plus connus et qu'ils ne payent pas, les parents ont maintenant besoin d'être représentés.

Les années soixante dix coïncident par ailleurs avec une évolution de l'attitude des représentants de parents d'élèves, pour qui les liens entre la FCPE et les organisations enseignantes deviennent problématiques. De nombreux adhérents entendent clairement s'émanciper de la tutelle des enseignants et notamment de l'influence du SNI dont ils dénoncent l'omniprésence. Des tensions apparaissent entre des instituteurs et des militants de moins en moins sensibles aux liens entre les deux organisations. Ces conflits ont lieu dans une période où la FCPE connaît une première baisse de ses effectifs. À partir de 1980, La FCPE se libère définitivement de ses « tuteurs » et les membres de droit (notamment les enseignants du SNI) ne sont plus systématiquement invités aux conseils d'administration (Vernus, 1987). Ces changements ne suffisent cependant pas à freiner la baisse des effectifs de la FCPE qui passe de 1 202 689 adhérents en 1970 à 850 000 adhérents en 1982. Le refus d'accepter des codes préétablis et des engagements définitifs, constitutif des « nouvelles couches moyennes salariées » va de pair avec un reflux historique du

militantisme dont la FCPE mais aussi la PEEP seront durablement affectées (Barthélémy, 2000). Le déclin du « modèle militant » (Ion, 1997) au profit des parents « consommateurs d'école » va dès lors se poursuivre au moment où se renforce l'opposition entre les représentants de l'école publique et les partisans de l'école privée.

LE « TOURNANT IDÉOLOGIQUE » DE 1984 ET LE CONSUMÉRISME SCOLAIRE

Tandis que les défenseurs de la laïcité ont longtemps espéré qu'un changement de majorité permettrait de faire triompher l'école publique, c'est au contraire l'inverse qui se produit au moment où de nombreux parents décident de faire valoir leurs droits individuels et la liberté de l'enseignement. Alors que s'amorce un recul de l'idéal laïc en tant que référence collective, la distance entre les discours tenus par les dirigeants de la FCPE et les parents d'élèves ne semble jamais avoir été aussi importante. Le retrait du projet de loi Savary et les manifestations en faveur de l'enseignement privé en juin 1984 marquent une défaite des organisations laïques. Ce projet se heurta à de vives résistances aussi bien dans le camp laïque que chez les partisans de l'enseignement privé. Après de multiples négociations entre les représentants de l'Église catholique et les organisations laïques, ce sont finalement les associations de parents d'élèves des écoles libres qui organisent un immense rassemblement (plus d'un million de personnes) à Paris le 24 juin 1984. Cette mobilisation faisait suite à la décision du gouvernement de rompre un compromis accepté par les représentants de l'Église catholique sous la pression des organisations laïques. Finalement le 12 juillet 1984, le président de la République François Mitterrand décide de retirer le projet de loi et Alain Savary démissionne de ses fonctions de ministre de l'Éducation nationale.

Au-delà de l'échec du projet gouvernemental, cette défaite traduit une inflexion significative des attentes des parents d'élèves. Il semble en effet que depuis le vote de la loi Debré, les organisations laïques avaient sous-estimé l'ampleur des changements dans l'opinion publique. Un sondage (2) réalisé en juin 1984 illustre cette évolution globale des jugements portés sur ces questions. Il montre que 55 % des français pensaient que la loi Savary constituait une atteinte aux libertés individuelles. Il met également en évidence le fait que 47 % des parents d'élèves de l'en-

seignement public désapprouvaient la loi, tandis que 85 % d'entre eux étaient favorables à la possibilité de choisir l'établissement fréquenté par leurs enfants et que 58 % pensaient que l'enseignement privé pouvait se présenter comme une alternative crédible à l'enseignement public. Ce nouvel esprit est renforcé par l'évolution de l'Église catholique, qui a travaillé au ralliement de ses fidèles aux institutions républicaines du pays depuis l'entre-deux-guerres. L'heure n'est plus aux luttes frontales et l'Église catholique, répudiant le modèle de confessionnalité qu'elle défendait naguère, s'est progressivement établie dans une position d'ouverture en admettant totalement le système juridique issu de la loi de 1905.

Cette situation conduit les responsables de la FCPE à donner une nouvelle orientation au projet de la fédération. Le départ en 1985 de la figure emblématique de la FCPE, Jean Cornec, marque un tournant dans l'histoire de la fédération. Son successeur, Jean Andrieu, tirant les leçons du cinglant échec des socialistes et des organisations laïques, exhorte ses adhérents à faire preuve d'ouverture et de dialogue après « l'électrochoc de 1984 » (3). De manière générale, une distance se crée entre un corps enseignant pour qui la laïcité reste une référence et une opinion acquise au pluralisme scolaire. Au moment où le parti socialiste et la FCPE ne parviennent plus à rassembler leurs adhérents autour de la cause laïque, s'opère un changement d'approche des questions éducatives. Le projet de transformation globale de la société, qui s'était traduit dans les années soixante dix par la cristallisation des enjeux éducatifs autour du thème de l'égalité des chances et de la laïcité, est en perte de vitesse. L'érosion des effectifs de la FCPE se poursuit et la fédération perd les trois quarts de ses adhérents entre 1971 et 1992. L'impact de ces changements se reflète également à travers une augmentation sensible des organisations locales, autonomes et « apolitiques ». Cette évolution est repérable à travers les résultats aux élections scolaires de ces associations, qui enregistrent une forte hausse depuis le début des années quatre vingt. Leur croissance est particulièrement visible au niveau de l'enseignement primaire où elles progressent régulièrement depuis une vingtaine d'années (4) (+ 40 % entre 1978 et 2005). Ainsi, comme le note M. Barthélémy, « ce qui distingue aujourd'hui les associations les plus récentes et gouverne les mutations de certains groupements plus anciens, c'est une thématique de l'immédiat, du concret et de la solidarité au quotidien, autour de laquelle les associations essaient d'abord de reconstruire du « lien social » plutôt que du « sens politique » » (Barthélémy, 2000).

Si ce phénomène apparaît en effet comme un trait constant ces vingt dernières années, il s'inscrit dans une tendance générale à l'attribution de nouvelles responsabilités au niveau local. La loi du 22 juillet 1983 transforme ainsi les établissements secondaires en établissements publics locaux d'enseignement (EPL) et renforce la place des parents à l'école. Au cours des trente dernières années, les droits des parents ont été reconnus et précisés. La loi d'orientation de 1989 fait d'eux des « membres » à part entière de la « communauté éducative ». À ce titre, le droit de participation (5) à la vie scolaire, qu'ils peuvent exercer, soit individuellement, soit par leurs représentants aux conseils d'école, aux conseils d'administration des établissements publics locaux d'enseignement et aux conseils de classe, leur a été reconnu. Les parents font également l'objet d'une information sur les objectifs pédagogiques et peuvent dans certains cas participer à l'élaboration du règlement de l'établissement. Toutefois, si l'officialisation du « partenariat » correspond à la loi d'orientation de 1989, la volonté institutionnelle de rapprocher les parents et l'école a été introduite et clairement affirmée dans la circulaire n° 85-246 du 11 juillet 1985. Au-delà des objectifs officiels de partenariat, dont la mise en œuvre sur le terrain apparaît souvent problématique, cette référence au local participe également d'un modèle où l'école devient soumise à une obligation de résultats et d'objectifs à atteindre.

Longtemps dominé par le principe de l'égalité des chances, au moins sur un plan formel, le système scolaire français devient soumis à une recherche d'efficacité, ce qui constitue un tournant historique dans la conception des relations entre les acteurs de l'éducation (van Zanten & Duru-Bellat, 2006). Cette exigence de performance est relayée par les parents d'élèves et renforcée par la diffusion d'une idéologie de marché au sein du système éducatif (concurrence entre les établissements, stratégies marketing, publication de palmarès, etc.). Ces changements de comportement n'apparaissent cependant réellement intelligibles que si l'on prend en compte les conséquences des transformations culturelles et économiques des années soixante dix (Bourdieu, 1979), et en particulier l'intensification de la concurrence scolaire. La massification scolaire et l'apparition du chômage de longue durée vont brusquement briser l'équilibre ancien sur lequel reposait le système éducatif. Tandis que l'on dénonce les inégalités produites par l'école, le capital scolaire apparaît pour les familles comme le meilleur rempart contre le chômage. Jusque là relativement protégées des effets de la précarité des conditions d'existence, les classes moyennes sont amenées à

modifier leur comportement d'un point de vue scolaire. Or ces catégories sociales voient de plus en plus dans les associations de parents d'élèves un simple moyen d'accéder aux informations concernant les établissements. Elles développent plus généralement des attitudes qui contrastent avec les anciennes formes d'investissement collectif, notamment parce qu'elles « court-circuitent » le niveau national et privilégient des modes d'action à caractère pragmatique (Gombert, 2006). Ces changements affectent non seulement les associations locales mais également les fédérations nationales dans la mesure où ces dernières sont amenées à prendre en considération l'augmentation considérable des attentes parentales.

La mise en place de *L'observatoire des parents* par la PEEP, un instrument de mesure de l'opinion publique fondée sur le modèle des instituts de sondage, offre une illustration de la manière dont les fédérations s'efforcent de répondre à ces attentes. Ce dispositif créé en 1996 permet à la fédération de suivre de près l'évolution des aspirations des familles et constitue un outil de communication interne pour les dirigeants de la PEEP. Il s'inscrit dans une tendance marquée des fédérations à anticiper de façon concrète et sur des thèmes variés (rythmes scolaires, hygiène alimentaire, violences et délinquance, etc.) les préoccupations de leurs adhérents, comme en témoigne par exemple la construction sophistiquée de leurs sites Internet. L'usage des technologies de l'information et de la communication tend de ce point de vue à se généraliser, y compris au niveau local, et renvoie à une augmentation de la réflexivité des acteurs (Martuccelli, 2002), notamment à travers le recours croissant aux savoirs d'experts et aux spécialistes des questions éducatives. Le mouvement des parents d'élèves fournit un bon exemple de ces transformations dans la mesure où les interventions des familles reposent de plus en plus sur des compétences spécifiques. Ces comportements sont toutefois inégalement répartis dans la population. Une recherche menée sur les Hauts-de-Seine montre sur ce point le rôle actif joué dans ces phénomènes par les cadres moyens et supérieurs des secteurs privés, essentiellement en raison de leur capacité à transformer des ressources financières en potentiel scolaire, social et culturel (Gombert & van Zanten, 2004). Cette enquête permet également de comprendre comment certaines notions (efficacité, réactivité, flexibilité, etc.) sont importées du monde de l'entreprise, de façon souvent mythique, et transposées plus ou moins directement dans les associations de parents d'élèves. Ces dernières, en diffusant des connaissances spécialisées en science sociale, relaient et activent la

demande de catégories sociales déjà particulièrement mobilisées en termes de stratégies éducatives.

Cette seconde étape est caractérisée par de nouvelles orientations au sein des associations de parents d'élèves. L'extension de la précarité des conditions de travail renforce la compétition scolaire et les comportements stratégiques vis-à-vis de l'école. Mais ces logiques ne sont pas les seules à affecter le mouvement des parents d'élèves. À partir d'une enquête quantitative réalisée auprès de deux mille sept cent dix neuf parents d'élèves des trois principales fédérations, M. Barthélémy (2001) montre comment à partir du début des années quatre vingt on assiste déjà à un effondrement de tous les indicateurs du profil militant à la FCPE. Selon cette recherche, l'itinéraire des « nouveaux » parents d'élèves passe de moins en moins par le cumul des engagements et des idéologies structurées. Le passage et la socialisation par les mouvements de jeunesse, caractéristiques des modes anciens de militantisme, se font par exemple plus rares. Au-delà de la chute des effectifs, ces transformations sont repérables dans de nouvelles formes de motivations et d'objectifs de l'engagement. C'est particulièrement le cas à la FCPE où l'adhésion à partir de la fin des années quatre vingt renvoie moins à un choix d'idées et à une volonté de « changer la vie » que de rechercher l'information et de rencontrer les personnes qui ont les mêmes préoccupations. Contrairement au passé, il est aussi beaucoup plus fréquent que des parents de cette fédération aient des enfants scolarisés à la fois dans le public et dans le privé et les étiquettes politiques sont également moins marquées. Par rapport aux années soixante dix, la FCPE s'est par exemple ouverte aux catholiques et l'évolution de son recrutement correspond à des phénomènes qui affectent la gauche syndicale dans son ensemble.

Il reste que les associations de parents d'élèves ne sont pas le seul moyen pour les familles de peser sur le fonctionnement de l'institution scolaire. Les parents sont présents à travers de multiples relais (rôle des maires pour leur réélection, enjeux politiques locaux, réseaux d'anciens élèves, bénévolat, etc.) et peuvent intervenir sur la sphère éducative sous de multiples formes. C'est précisément pour cette raison que l'on voit se développer au niveau local des groupements « indépendants » de parents d'élèves, qui servent soit de courroie de transmission aux préoccupations individualistes des familles ou de simple moyen de contrôle pour les municipalités des aspirations des parents les plus exigeants. Qu'elle que soit la manière dont s'expriment ces tendances, elles se traduisent

essentiellement par un recentrage autour de thèmes « pédagogiquement corrects » (Rayou, 2000), que l'on retrouve aujourd'hui dans la plupart des associations de parents d'élèves (de façon plus ou moins prononcée en fonction de leurs orientations idéologiques), et qui participent d'une redéfinition en profondeur du champ scolaire.

Ces logiques renvoient également à des transformations générales du secteur associatif, marquées par une autonomisation croissante des organisations à l'égard structures nationales et des « grandes constellations d'idées » (laïcité, socialisme, catholicisme, etc.). Elles reflètent une évolution globale des centres d'intérêts du public, à travers une perte d'adhésion à des associations de défense des intérêts collectifs (Barthélémy, 2000). Selon une étude réalisée par le CREDOC en 1999, près de 29 % des Français sont membres d'une structure tournée vers l'épanouissement personnel, alors que moins de 13 % appartiennent à une association soutenant une grande cause (Loisel, 1999). Alors que tend à décliner le modèle du militantisme traditionnel, les nouvelles formes de participation reposent avant tout sur la recherche du plaisir et de la satisfaction personnelle. En ce sens, elles se situent dans le prolongement des phénomènes décrits par plusieurs sociologues (Sennett, 1974 ; Lasch, 1979) au cours des années soixante dix, qui ont mis l'accent dans leurs travaux sur la diffusion de comportements hédonistes à travers des considérations liées à la santé et à la psychologie au détriment des idéaux collectifs.

Ces différents facteurs n'annulent pas les raisons consuméristes mais invitent à considérer avec plus d'attention la multiplicité et la diversité des causes ayant conduit aux transformations du champ des associations de parents d'élèves. Si les stratégies

scolaires à visée utilitariste occupent effectivement une place centrale dans les changements intervenus ces vingt dernières années, il convient de rester prudent sur ces évolutions. Les « nouveaux parents d'élèves » adhèrent certes plus difficilement aux thèmes fédérateurs de « l'école républicaine », mais ils manifestent surtout davantage de méfiance vis-à-vis des partis et des organisations politiques. Ils privilégient la négociation et l'implication de chacun des acteurs dans la prise de décision. Le refus de la délégation et la désacralisation de la classe politique vont de pair avec un regain d'intérêt pour des structures souples et localisées. Par rapport à la première phase du mouvement des parents d'élèves, où il existe une forte identification des acteurs aux objectifs des associations (notamment à travers la défense du projet laïque), la période récente se caractérise par une distance plus marquée à l'égard des institutions, et une priorité accordée à des objectifs concrets et sur le court terme. Ce mouvement s'accompagne d'une valorisation de la société civile et d'une mise en cause de l'action collective qui vise un changement social « par le haut ». L'histoire récente des organisations de parents d'élèves traduit enfin une perte de légitimité des structures fédératives et un affaiblissement du projet politique au sein du secteur associatif. Le succès ces dernières années des associations « indépendantes », s'il reflète en effet une demande de reconnaissance de la liberté de choix des familles et une exigence certaine de renouvellement des formes de participation politique, dissimule également sous une revendication d'apolitisme la permanence d'une idéologie et d'une vision conservatrice des rapports sociaux.

Philippe Gombert
philippe.gombert@univ-nantes.fr
CNRS, UMR ESO

NOTES

(1) Cet article est tiré d'une thèse de doctorat en sociologie intitulée *Pragmatisme, éducation et nouvelles classes moyennes. Le cas des associations de parents d'élèves*, soutenue à l'Institut d'études politiques de Paris le 29 septembre 2006. Ce travail s'appuie sur une enquête principalement qualitative à travers l'exploitation des documents et revues spécialisées sur la question. Il a été complété par une série d'entretiens auprès de représentants ayant eu des responsabilités au niveau national ou à l'échelon local ainsi que par un travail quantitatif sur l'évolution des effectifs des associations de parents d'élèves.

(2) Sondage publié par *La Croix*, 22 juin 1984, et cité par A. Prost (1992).

(3) *Le matin*, 24 mai 1985.

(4) Si l'on prend en effet comme critère de classement le degré d'indépendance affiché à l'égard des fédérations nationales,

on observe que les associations locales et les groupements de parents connaissent une hausse régulière de leurs suffrages dans les écoles primaires depuis environ trente ans (25 % en 1978, 42 % en 1988, 58 % en 1998, 65 % en 2005). La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) n'obtient plus que 23 % en 2005 (30 % en 1998 et 56 % en 1986) et celle des Parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) seulement 5 % en 2005 (6 % en 1998 et 31 % en 1986). Si la FCPE et la PEEP parviennent encore à séduire les parents au niveau de l'enseignement secondaire (57 % et 23 % en 1998, 56 % et 18 % en 2005), on observe là encore une progression régulière de ces associations (9 % en 1988, 16 % en 1998, 20 % en 2005). Source : ministère de l'Éducation nationale.

(5) Notons que cette participation des parents à l'école, qui s'est principalement développée depuis les années soixante dix, n'est pas un phénomène propre à la France, mais qu'il concerne la

plupart des pays européens. Les législations et projets de réformes éducatives des années quatre vingt dix en particulier, définissent dans la plupart des pays de nouvelles lois relatives à la participation parentale dans les systèmes éducatifs : en 1995, en Espagne (loi LOPEG), en Irlande (White paper on Education) ; en Islande (loi sur la Grunnskoli). En 1996, la Suède a mis en application une réglementation stipulant le droit des municipalités à établir des conseils locaux composés majoritairement de parents.

Cependant les modalités de la participation à la vie scolaire sont variables selon les pays concernés. Si l'Allemagne et la France ont des commissions nationales, en Angleterre et aux États-Unis, l'expression collective des parents n'est pas institutionnalisée au-delà de l'établissement. Dans le cas américain, le Parents and Teachers Association (PTA) possède une influence certaine sur le fonctionnement des établissements, en particulier du point de vue financier et des choix effectués en matière pédagogique.

BIBLIOGRAPHIE

- BARTÉLÉMY M. (1995). « Des militants de l'école : les associations de parents d'élèves en France ». *Revue française de sociologie*, vol. XXXVI, n° 3, p. 439-472.
- BARTÉLÉMY M. (2000). *Associations : un nouvel âge de la participation ?*. Paris : Presses de Scpo.
- BARTÉLÉMY M. (2001). « Les parents d'élèves, militants ou consommateurs ? » in C. Andrieu G. de Beguec & D. Tombikowsky (dir.). *Associations et champ politique*. Paris : publications de la Sorbonne.
- BIDOU C. (1984). *Les aventuriers du quotidien : essai sur les nouvelles classes moyennes*. Paris : PUF.
- BOURDIEU P. (1979). *La distinction : critique sociale du jugement*. Paris : Éd. de Minuit.
- DUBET F. (2003). *Le déclin des institutions*. Paris : Seuil.
- DURU-BELLAT M. & van ZANTEN A. (2006). *Sociologie de l'école*. Paris : Armand Colin.
- DUTERCQ Y. (1993). *Consommateurs d'école et modernisation du service public : les conflits entre parents d'élèves et établissements scolaire peuvent-ils se construire en cause collective ?* Paris : INRP.
- GOMBERT P. & van ZANTEN A. (2004). « Le modèle éducatif du pôle privé des classes moyennes : ancrages et traductions dans la banlieue parisienne ». *Éducation et sociétés*, n° 14, 2004.
- GOMBERT P. (2006). *Pragmatisme, éducation et nouvelles classes moyennes : le cas des associations de parents d'élèves*. Institut d'Études Politiques de Paris, Observatoire Sociologique du Changement.
- HENRIOT-van ZANTEN A. & MIGEOT-ALVARDO J. (1992). *La participation des parents au fonctionnement des établissements d'enseignement secondaire*. Rapport de recherche, C.N.R.S-université René Descartes-Paris V.
- HONORÉ S. (1985). *Le mouvement des parents d'élèves en France (1900-1980)*. Thèse de doctorat de troisième cycle, université Lumière-Lyon 2, tomes I et II.
- ION J. (1997). *La fin des militants ?* Paris : Les éditions de l'atelier.
- LASCH C. (1979). *La culture du narcissisme*. Castelnau-le-Lez : Climats.
- LOISEL J.-P. (1999). « Les français et la vie associative », *CREDOC*, n° 201.
- MARTUCCELLI D. (1992). « La mobilisation stratégique des savoirs sur le social. Le cas des parents d'élèves des classes moyennes ». *Éducation et sociétés*, n° 9, p. 27-38.
- PROST A. (1992). *Éducation, sociétés, politiques*. Paris : Seuil.
- RAYOU P. (2000). « L'enfant au centre : un lieu commun pédagogiquement correct », in J.-L. Derouet (dir.), *L'école dans plusieurs mondes*. Bruxelles : De Boeck.
- SENNETT R. (1979). *Les tyrannies de l'intimité*. Paris : Seuil.
- SENNETT R. (1974). *The Fall of Public Man*. New-York : Alfred A. Knopf.
- TANGUY L. (1972). « L'État et l'école. L'école privée en France ». *Revue française de sociologie*, vol. XIII, n° 3, p. 325-375.
- VERNUS M. (1987). *Parents d'élèves en marche*. Paris : Martinsart.
- van ZANTEN A. (2004). *Les politiques d'éducation*. Paris : Presses universitaires de France.